



Isabelle CASSIERS

Professeur d'économie à l'UCL et chercheur FNRS

■ Opinion | Économie

Redéfinir la pros

► De multiples pratiques alternatives se développent à divers niveaux, souvent locaux, sans attendre qu'une place leur soit assignée dans un mouvement d'ensemble.

► Comment mettre en cohérence ces multiples poussées pour un changement social global ?

Redéfinir la prospérité est une tâche urgente, essentielle et complexe. La récente crise économique et financière n'a fait qu'accentuer une prise de conscience qui se développe depuis quelques années sur les points suivants: l'orientation prise par nos systèmes sociaux comporte de nombreux problèmes et défis; ceux-ci se manifestent dans des domaines très divers; leurs racines s'inscrivent tant dans des pratiques que dans des modes de pensée; ces problèmes ne pourront être dépassés s'ils ne sont appréhendés dans leur globalité.

Le terme de prospérité est équivoque et c'est précisément cela qui le rend intéressant. Il évoque aussi bien une *disposition de l'être* (état heureux, félicité) qu'une *frénésie de l'avoir* (abondance de biens, progrès économique, succès des affaires). Qu'on ait pu assimiler la première à la deuxième semble à la racine de la crise profonde et multiforme dont nous avons à imaginer le dépassement. Les maux considérables dont le XXI^e siècle est déjà affublé rappellent qu'une société tendue vers le progrès matériel, l'efficacité et le rendement financier provoque des effets délétères sur l'épanouissement de l'être.

De nombreux exemples peuvent illustrer l'urgence et la complexité des problèmes actuels: changement climatique, épuisement des ressources naturelles, pauvreté criante à travers le monde, sentiment de perte de sens au sein des sociétés riches, chômage vaincu, souffrance au travail... Pour la plupart, ces questions ne sont pas neuves, mais elles prennent aujourd'hui une tournure inédite du fait de leur exacerbation, de l'urgence de certaines d'entre elles, de la mondialisation qui les rend universelles et appelle une réponse concertée et, enfin, de l'échec patent des agissements traditionnels.

L'heure ne semble plus à la seule dénonciation des maux et, en cela, il est probable qu'un tournant historique soit atteint. D'une part, l'aspiration à une expérience collective différente de celle à laquelle la croissance économique aboutit s'exprime de plus en plus clairement. Par ailleurs, de multiples pratiques alternatives se développent à divers niveaux, souvent locaux, sans attendre qu'une place leur soit assignée dans un mouvement d'ensemble. La question essentielle aujourd'hui serait celle de la mise en co-

hérence des multiples poussées vers un changement social global.

Une réflexion sur le thème "Redéfinir la prospérité" suppose de convoquer plusieurs disciplines. Tout d'abord, pour comprendre les origines philosophiques et historiques de la définition de la prospérité qui fut implicitement la nôtre pendant trois siècles et s'est imposée plus largement au cours des soixante dernières années. Ensuite, pour tenter d'identifier les processus complexes dont les problèmes actuels sont issus; d'élucider les interactions entre les différentes dimensions d'une crise écologique, sociale, alimentaire, économique, politique et culturelle; de comprendre pourquoi un demi-siècle de croissance économique n'a ni accru la satisfaction de vie en Occident ni vaincu la misère du monde. Enfin, pour suggérer des issues, des voies à explorer pour que notre développement aille à la rencontre des valeurs fondamentales exprimées par les populations; proposer des révisions de nos modes de vie, de nos comportements, de l'organisation de la société et de l'action publique qui puissent répondre, d'une manière équitable, à nos aspirations les plus profondes.

Au cœur de ces questions, il en est une qui retient particulièrement l'attention: celle des nouveaux indicateurs de richesse, ou indicateurs alternatifs au PIB. Les systèmes statistiques hérités du passé sont-ils à la hauteur des défis du XXI^e siècle? L'idée selon laquelle le produit intérieur brut (PIB) ne constitue plus l'indicateur adéquat pour guider les politiques économiques, procéder à leur évaluation ou comparer les performances nationales gagne en importance.

Il semble qu'en ce domaine, la situation actuelle soit comparable à celle qui, à la fin des années quarante, a donné naissance à la comptabilité nationale. A cette époque, l'élaboration d'un cadre statistique se fait au diapason de la naissance d'un compromis social (pactes sociaux). Celui-ci traduit un choix de société (priorité à la croissance économique), porté par des groupes sociaux a priori divergents (patronat, salariat) et avalisé par l'évolution de la pensée économique (Keynes). La représentation comptable consolide ensuite l'édifice et contribue à canaliser le développement économique et social dans une direction spécifique, jusqu'à ce qu'une accumulation de transformations de la réalité rende l'ancien cadre de mesure étriqué ou inadéquat.

La comparaison historique suggère que la recherche actuelle d'indicateurs alternatifs (intégrant des dimensions écologiques, éthiques, de qualité de vie) pourrait mettre face à face de nouveaux acteurs (associations de citoyens, populations des pays émergents), devenir ferment de compromis sur la base d'une redéfinition d'objectifs (aspects humain et durable du développement) et d'une évolution de la pensée économique (fécondée par d'autres disciplines).

Cette même thématique des nouveaux indicateurs de richesse, qui confronte *ce que l'on compte* à *ce qui compte*, invite le chercheur à reconnaître l'impossible neutralité du rôle d'expert. Il s'agit alors d'assu-

mer une posture engagée, par l'éclairage singulier apporté à une question implicitement normative.

→ Le texte de cette opinion est paru dans "La Lettre des Académies", 2010, n°19.

Isabelle Cassiers coordonne un cours-conférence du Collège Belgique sur ce thème, qui comportera deux leçons: - "Progrès et croissance économique: les raisons d'une assimilation trompeuse", par Dominique Méda, (philosophe et sociologue, Centre d'études de l'emploi, Paris), mercredi 17 novembre, de 17 à 19h. - "Au-delà du PIB: réconcilier ce qui compte et ce que l'on compte", par Isabelle Cassiers, jeudi 25 novembre, de 17 à 19h.

Accès gratuit et sans inscription préalable, palais des Académies, 1 rue Ducale, 1000 Bruxelles

L'auteur dirige également un ouvrage collectif et interdisciplinaire du même nom, à paraître en mars 2011. Ses recherches sur les indicateurs sont menées en collaboration avec Géraldine Thiry. Voir notamment "Au-delà du PIB: réconcilier ce qui compte et ce que l'on compte", "Regards économiques", n°75, décembre 2009, <http://www.uclouvain.be/regards-economiques.html>, et "La Libre Belgique" du 26-12-2009.



périté

Les maux considérables dont le XXI^e siècle est déjà affublé rappellent qu'une société tendue vers le progrès matériel, l'efficacité et le rendement financier provoque des effets délétères sur l'épanouissement de l'être.

Copie destinée à isabelle.cassiers@uclouvain.be



Illustration Blaise Dehon

■ Chronique | Chemins de traverse

Entre Londres et Lourdes



AMARY DE MEESTER

Xavier ZEEGERS

Chroniqueur

→ xavier.zeegers@skynet.be

► Faut-il, pour honorer un homme, ignorer sa part d'ombre ? Haro aux hagiographies serviles.

La révérence générale devant les grands défunts de l'Histoire fait partie de ces réflexes pavloviens qui semblent mettre en question notre capacité de discernement. Ainsi le "Che", tueur en série ("d'antirévolutionnaires", précise Danielle Mitterrand, comme si c'était une excuse !), devenu une véritable icône, ou Mao, sans doute le plus grand criminel du XX^e siècle, avec Staline, qui redevient très populaire en Russie. Sans oublier l'attirance toujours prégnante autant que troublante pour un Hitler sur ce podium de sang, quand on voit la place que lui consacre la chaîne télé Histoire comme si rien n'existait avant, après, et hors de lui. Ce mois-ci, nous nagerons donc médiatiquement avec de Gaulle, quarante ans après qu'il ait abattu sa dernière carte. Pas question évidemment de mélanger le résistant de la première heure (18 h à Londres, ce 18 juin 40) et les fascistes rouges ou bruns. Mais le fait est qu'une résistance s'affaiblit avec le temps : celle qu'il faut mener contre les hagiographies serviles et les commémorations carpettes, ces gémissements indignes. Ainsi le Général était la probité, la droiture, la franchise même, pour des Français désormais unanimes. Comme Napoléon, il incarne une légende d'airain, et comme il le prédisait justement : "Après moi, ce sera Lourdes !" Qu'il ait sauvé l'honneur de sa patrie est bien sûr considérable. Et la France Libre est sans doute ce que ce pays a produit de mieux, avec la D.S., la Tour Eiffel, ses 360 fromages et Brigitte Bardot jeune.

Mais qu'il soit devenu cet homme providentiel est un regrettable leurre. Faut-il qu'un pays soit bien peu maître de son destin pour s'atteler ainsi, par deux fois, à cet expédient divin alors que l'essentiel est d'avoir une constitution robuste et rassurante faisant litière des arsouilles, pétainistes et poids plume qui passent. N'oublions pas que son retour au pouvoir en 58 s'orchestra de manière tortueuse, voire vicieuse, avec la complicité d'un quarteron de dictateurs à la fois manipulateurs, maladroits et mous, qu'il trahit ensuite sans vergogne (qui s'en plaindra ?) en cocufiant dès le départ Algériens et colons avec le plus gros mensonge que la France n'ait jamais gobé : "Je vous ai compris !"

Faut-il, pour honorer un homme, ignorer sa part d'ombre ? Celle du "Grand Charles" est un gros nuage noir car en juillet 62 il livra, avec une indifférence coupable, plus de cent mille harkis au FLN vainqueur, ces supplétifs de l'armée française qu'il pouvait, et devait, fût-ce moralement, rapatrier d'urgence en métropole. Ils furent fusillés et égorgés dans leur quasi totalité. Et pas un mot de regret ou d'excuse ! La chose est enfouie. Raison de plus pour rappeler cette infamie.

Le de Gaulle que je préfère est ce père de famille attendri qui joue avec sa fille mongolienne Anne, sur une plage bretonne. Qui la protégea sans répit. La préserva des médias. Et déposa son portrait sur le code du feu nucléaire dans le médaillon pendu à son cou. Et soupira à sa mort en 48 : "Maintenant elle est comme les autres", lui laissant une place identique à la sienne sur sa tombe. Il anticipa cette pensée récente du cardinal Schönborn, enfin digne d'une Eglise respirable : "Un enfant handicapé, même s'il n'y en a qu'un parmi des milliers de bien portants, a, en tant qu'être unique, son destin qui lui est propre, qu'il partage avec ses parents et sa fratrie. Pourquoi Dieu "permet-il cela ?" Gardons-nous de réponses hâtives ! A la question : "Pourquoi ?" il n'y a que la réponse de la solidarité qui puisse être convaincante : moi-même j'aurais pu être cet enfant handicapé. Il a la même humanité et la même dignité que moi. Il est un vivant appel qui s'adresse à moi : sois envers moi comme tu aimerais que l'on soit avec toi, si tu étais dans ma situation. Comme il est immense, l'amour qui est venu dans le monde en empruntant ce chemin de douleur !" Parmi les gerbes entassées, espérons qu'il y en ait une pour elle.

→ (*) Excuses envisagées dans ses Mémoires d'espoir en 1970, où il écrit : "Que Dieu me prenne en pitié". Mais uniquement dans le brouillon, la phrase étant rayée de la version définitive.